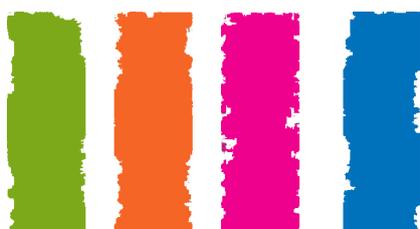




Pour citer cet article :

BOURQUIN (Jacques), *Entretien avec Jacques Selo*, le 30 mai 1980, pp.303-307, in *Bulletin de psychologie*, tome 52 (3), 441, mai-juin 1999.



Entretien avec Jacques Selosse, le 30 mai 1980

Jacques Selosse, tout jeune étudiant en philosophie à Lille, rencontre au lendemain de la guerre une profession toute nouvelle qui s'élabore auprès de ceux que l'on appelait les enfants de Justice.

Il entre en 1946 comme éducateur à l'Education surveillée, une administration qui est en train de couper ses liens avec l'administration pénitentiaire, d'où elle est issue. Son premier poste sera le centre d'observation de Savigny-sur-Orge près de Paris.

Dans cet entretien inédit réalisé en 1980, dans le cadre d'une recherche historique sur les origines de l'Education surveillée, Jacques Selosse nous fait entrer dans un univers institutionnel tissé de contradictions, où les archaïsmes pénitentiaires rendent difficiles les velléités d'innovation, où l'observation du mineur privilégié par l'ordonnance du 2 février 1945 sur l'enfance délinquante ressemble aussi à une forme atténuée de la détention préventive.

Cet entretien nous est apparu comme un élément original de la connaissance de Jacques Selosse qui fut longtemps un homme de terrain (à Savigny-sur-Orge, au Maroc) avant d'être jusqu'en 1980 le responsable de la recherche à l'Education surveillée, secteur où bien de ses travaux ultérieurs ont pris leur source.

Jacques Bourquin (*)

Jacques Bourquin : Pourriez-vous évoquer votre première rencontre avec l'Education surveillée. Comment y entrez-vous ? D'où venez-vous ? Quelles sont vos motivations ?

Jacques Selosse : J'ai appris par une sorte de circulaire du ministère de la Justice diffusée par l'intermédiaire des rectorats que l'on recrute des élèves éducateurs de l'Education surveillée suite à un stage organisé au centre d'observation de Savigny-sur-Orge. J'étais à ce moment délégué rectoral de philosophie à Lille. Il était indiqué que, parmi les affectations possibles, il y avait des établissements parisiens. J'étais licencié en philosophie, je m'intéressais à la psychologie et cela m'intéressait de venir à Paris pour compléter ma formation. Je suis venu à Paris avec l'idée bien arrêtée que, si je n'étais pas affecté dans un établissement parisien, je reprendrai un poste d'enseignant dans le Nord.

J. B. : En quelle année cela se situe ?

J. S. : En octobre 1946. J'ai donc demandé une mise à disposition et je suis arrivé à Savigny la veille du début de la session. J'ai un souvenir très précis, c'était une fin de journée, devant le portail d'entrée au centre d'observation, beaucoup plus isolé qu'aujourd'hui, il y avait un véritable bourbier suite à de fortes pluies et je suis arrivé dans le bureau de ce qui devait être le surveillant général, à

cloche-pied, j'avais perdu ma chaussure dans le bourbier.

La découverte progressive du centre d'observation a été pour moi quelque chose de très ambivalent qui tenait tantôt du risible, du ridicule, mais aussi de l'épouvante. J'ai eu beaucoup de mal à trouver une position intermédiaire entre ce qui relevait du dérisoire et du scandaleux, cela d'autant plus que l'accueil n'était pas chaleureux. Il m'avait fallu décliner mon identité, mes références, cela tenait plus du registre d'écrou que d'une attitude d'accueil.

Alors les motivations dans tout cela ! Au plan rationnel c'était de pouvoir compléter une formation de psychologie que je ne pouvais faire à Lille, à un niveau moins conscient, cela ne m'a été révélé que plus tard, il y avait un besoin de participer à une œuvre de reconstruction, on était au lendemain d'une drôle de victoire avec une France divisée, il y avait aussi un fort espoir des lendemains, un souci d'être à proximité des jeunes. J'avais rencontré dans la Résistance des camarades lycéens et étudiants avec lesquels j'avais eu une activité qui m'avait mené à la prison de Loos où j'avais été incarcéré une huitaine de jours. J'avais vécu une réel-

(*) Chargé de mission Histoire, CNFE, protection judiciaire de la jeunesse.

le situation d'incertitude, j'étais suspecté, ma maison avait été fouillée par les Allemands, je ne savais pas très bien ce qu'on savait de moi. Cette situation d'incarcération partagée avec d'autres camarades m'avait mis dans une situation particulière où on se remémore des moments de culpabilité réelle sociale et même personnelle. C'est fou ce que l'isolement, la prison, la promiscuité nous renvoie à la recherche de nos fautes et je me suis rendu compte que ce n'était pas sans lien avec l'entrée d'une pratique d'assistance, d'aide. Il y avait peut-être aussi le sentiment d'être solidaire de ces jeunes dans la mesure où j'avais eu une enfance ouvrière, mon père travaillait dans les usines de textile, j'habitais dans les corons. Cela faisait beaucoup de raisons raisonnantes plus intimes, il y avait un besoin de proximité, de réassurance dans la mesure où l'on pouvait croire à l'utilité d'intervenir auprès des jeunes.

La rencontre avec Savigny a été pour moi un moment important, et pourtant, pendant quelques heures, j'ai cru que j'allais retourner chez moi. Les premiers personnels que je rencontrais à l'heure des repas pris en commun n'avaient rien d'atrayants. On sentait encore un modèle à la fois disciplinaire et militaire. Je pouvais, rentrant de l'armée, comprendre à la rigueur le modèle du chef de patrouille que développaient certains éducateurs, mais à cela s'ajoutait une rencontre avec la peur. Les adolescents étaient 25 par groupes, chaque groupe isolé de l'autre. L'éducateur était enfermé au même titre que les enfants. Quelle époque ! La culture de la violence laissée par les séquelles de la guerre faisait qu'il était rare que, dans une prise de service qui pouvait varier de 24 heures à 4 jours, il n'y ait pas des difficultés. Une partie des enfants qui étaient là était des victimes de la guerre, certains avaient été les mascottes des armées américaines, ils continuaient à se conduire de manière provocante, agressive, voir même perverse dans la mesure, où par exemple, dans des pavillons, un des comportements rituels consistait à flanquer dans le fessier du partenaire les quatre dents de la fourchette et casser le manche par une rotation de poignet. La guerre était encore là comme un fantôme, un cauchemar à la différence de ce que j'avais vécu comme pion dans un collège du Nord ou après le chahut rituel les dortoirs étaient calmes, à Savigny, la nuit des adolescents était traversée de cauchemars, de cris, de chutes, à travers leurs rêves ils perdaient l'équilibre et tombaient de leurs couchettes à l'étage. A cela s'ajoutaient des aspects enfantins ; ayant du mal à s'endormir ils me disaient « M'sieur racontez une histoire » et ces gaillards de 16-17 ans prolongeaient les veillées qu'on avait bien du mal à arrêter. Nous étions mi-garde-chiourme, mi-nourrice, un peu maître d'école, animateur de jeux, moniteur sportif.

J. B : Cette institution, elle a un début d'histoire, un règlement, quand vous êtes reçu à Savigny que vous dit-on, y a-t-il l'amorce d'un projet ?

J. S : On me laisse surtout entendre que je suis un stagiaire et que pendant un mois je suivrai des cours. Ce qui me déroute surtout c'est l'extrême variété des gens que je rencontre, au milieu des gens médiocres, il y en a qui ont une véritable carrure pédagogique, d'autres sont des entraîneurs d'hommes dans une conception plutôt militaire, certains plus fins, plus nuancés qui introduisent une dimension psychologique dans leur travail. Dhallenne (1), le directeur veut transformer le cadre de l'établissement, il nous explique que le centre futur sera un établissement sans murs, mais entouré d'un large fossé inaccessible, délimitant un espace bien clos où la sécurité serait sauvegardée. La sécurité restait la préoccupation dominante, il fallait éviter les fugues à tout prix.

C'est pour moi un discours étranger, dans une langue inconnue. Je ne lui ai donné un sens que lorsque j'ai eu mes premiers fugueurs, mais je n'ai jamais pris cela au sérieux, pour moi le problème était ailleurs. J'avais le souci de faire en sorte que le séjour de ces gosses en centre d'observation soit le moins traumatisant possible en les maintenant autant que possible dans une certaine proximité de leur milieu de vie. Je m'intéressais plus à leur projet qu'à leur passé. Il y avait toute une partie de l'institution répressive et juridique qui ne m'intéressait guère. On avait eu des cours, des magistrats nous avaient fait des commentaires de l'ordonnance de 1945 sur l'enfance délinquante, son aspect éducatif, mais cela n'avait guère de retombées sur l'institution. Nous étions nous-mêmes sous surveillance, les éducateurs chefs assumaient un rôle en commun des adjudants, il fallait leur remettre tous les jours notre programme d'activité, deux fois par jour la situation de l'effectif, assurer des rassemblements collectifs réguliers, justifier de la propreté des locaux, de l'hygiène des gosses avec de fréquentes inspections. Les gosses ne s'y trompaient pas, ils faisaient plus ou moins bien les corvées, suivant la qualité des rapports qu'ils entretenaient avec nous. Les jeunes étaient l'objet d'appréciations qui pouvaient déboucher sur des sanctions (conseil de discipline, mitard, privation de visite). Ils avaient, en retour, une partie du pouvoir sanctionnant qui, paradoxalement, ne s'adressait plus à eux, mais à leur éducateur.

J. B : Est-ce que, à cette époque, vous faisiez ce type d'analyse ?

J. S : Oui, certains d'entre nous n'étions pas dupes. A côté de cette sous-culture disciplinaire en-

(1) F. Dhallenne, un des deux réformateurs des maisons d'Education surveillée en 1938.

tretenue par les cadres et les pensionnaires de l'institution, nous avions une autre forme de vie. Lorsque les adolescents dormaient, nous nous retrouvions à plusieurs autour d'un café et nous nous confortions en fuyant dans un rêve verbalisé qui avait vraisemblablement une vertu cathartique, rêver l'Education surveillée de demain. On baignait dans l'utopie, c'est cela qui nous a permis, à quelques-uns, de rester à l'Education surveillée. Nous ne pouvions pas nous satisfaire des rapports, des fiches d'observation, des sempiternelles corvées répétitives dans lesquelles on se sentait dévalorisé, déshumanisé. Il fallait qu'on se retrouve dans des discours, dans nos travaux à la faculté, nous étions plusieurs à faire des études de psychologie, on rencontrait Lagache ou Favez, on s'intéressait aux tests projectifs, on découvrait la psychanalyse, on trichait avec le métier dans la mesure où on imaginait des interprétations, des systèmes, des institutions du type de la cité fraternelle et idéale, tout cela participait aussi d'une époque, on voulait une France fraternelle. Il y avait une revanche à prendre contre l'adversité. On souhaitait que ceux qui viendraient après nous puissent vivre autrement.

J. B : Des images à restaurer très fort, disiez-vous tout à l'heure.

J. S : C'est vrai il y avait une image personnelle et sociale à restaurer. Certains d'entre nous mentionnons plusieurs vies. Nos emplois du temps étaient les suivants : 48 h de prise en charge continue, puis 4 jours de repos, à nouveau 48 heures... On vivait les deux jours comme un pensum et les 4 jours étaient la vie, je ne suis jamais arrivé à ce niveau, quand je prenais le groupe, j'avais un programme. Je m'étais réservé, pendant les 4 jours, un temps de préparation pour tenter telle ou telle expérience avec le groupe. Je suis aussi resté à l'Education surveillée parce que, dès 1948, j'ai milité dans la ville de Savigny en créant une section de la « Jeune république » en mettant sur pied des journaux parlés qui réunissaient des personnes de tous les âges, de toute considération autour de thèmes divers. Ces journaux avaient la particularité d'ouvrir des débats avec des représentants du PC, du MRP... on organisait des journées culturelles, je crois bien avoir créé à Savigny le premier ciné-club.

J. B : A partir d'une rencontre avec une institution plutôt normative et répressive, on a l'impression que votre identité professionnelle se définit surtout à l'extérieur.

J. S : L'exercice professionnel que je conduisais au centre d'observation était un exercice plutôt phallocrate, avec un statut de personnage autoritaire qui ne me convenait guère, j'avais plutôt une attitude de sympathie, de proximité avec les jeunes. Je ne me sentais pas armé pour traiter cette dimen-

sion autoritaire et répressive, heureusement il y avait la rencontre avec le psychiatre du centre, le docteur Male avec la psychologue Rikkers avec Apellaniz, Malefant qui faisaient avec moi des études de psychologie. On était mi-éducateurs, mi-psychologues, on voulait transformer le modèle de l'enfermement pédagogique.

J. B : Comment étiez-vous considérés par les gens les plus inféodés à l'institution, par les éducateurs du modèle courant ? Comme des novateurs possibles ?

J. S : Non, mais on avait été remarqués lors de la session de formation, en particulier par Henri Michard (2), celui qui me demanda de préparer à l'école des Beaumont le certificat d'aptitude à l'enseignement des enfants arriérés et de créer au centre d'observation de Savigny une classe pour les débiles. Je me suis retrouvé avec 15 adolescents étiquetés débiles et j'ai foncé dans les pédagogies actives, en particulier Freinet. Je n'intervins plus en tant qu'éducateur de groupe que pour boucher les trous.

Ce travail de groupe, j'essayais d'y prendre mon pied... On débutait la journée par un débrouillage matinal, ça me coûtait, mais c'était un moment de proximité relationnelle corporelle avec des cris, des sauts, auxquels je participais. C'était puéril, un peu ridicule, mais j'y trouvais plaisir ; cela donnait l'occasion d'une proximité physique (grande claque dans le dos, coup de pied au derrière) qui s'autorisait sous prétexte de jeux, c'était un moment fort de la journée. C'était l'époque où l'éducateur était activiste, on décorait, on peignait, on bricolait, on montait des saynètes, on se déguisait, on chantait, on montait un journal, tout cela créait des sortes de complicités qui n'étaient pas sans saveur dans cet univers.

J. B : A partir de ce que vous dites, quelle était l'image de Savigny véhiculée par les jeunes ? Comment envisageaient-ils l'après Savigny ?

J. S : Le plus souvent après leur passage au centre, le juge les plaçait pour 2 ou 3 ans en IPES (3) pour y apprendre un métier. On parlait beaucoup avec eux de ces IPES où la majorité irait. C'était la loi du tout ou rien. Il y avait 2 ou 3 possibilités : la remise à la famille avec une mesure de liberté surveillée, le placement en IPES à vocation collège technique (St. Maurice), le placement dans une IPES à image plus répressive (Aniane).

Le projet du gosse, c'était soit le refus, soit la négociation avec un certain espoir : « Je serai nourri,

(2) Henri Michard : inspecteur de l'Education surveillée qui créa le Centre d'études et de formation de Vaucresson en 1951.

(3) IPES : Institution publique de l'éducation surveillée.

j'apprendrai un métier », c'était pour certains gosses de milieux très détériorés une chance relative. A l'époque, on ne sortait pas du centre d'observation, sauf pour aller au jugement où l'on était rarement libéré. Ceux qui étaient libérés évoquaient soit l'image du bon avocat, l'avocat libérateur, ou le pauvre type qui ne disait rien. Il y avait aussi l'image du bon ou du mauvais juge, « la peau de vache ».

J. B : Le rapport, le dossier que fait l'éducateur, quel poids cela avait auprès du jeune ?

J. S : Oui, ils en parlaient, « aurai-je un bon dossier ? » Mais cela évoque chez moi une situation de leurre, que nous avions, pour un certain nombre, assez vite démystifié. Au début, pendant la première année, je suis de ceux qui ont travaillé l'observation, je ne sais pas si cela a abouti à faire des fiches plus pertinentes, mais c'était important de voir, pour nous, comment notre lecture des comportements des gosses trouvait place dans le langage de Pierre Male qui était le maître incontesté de l'observation à Savigny. On s'est très vite aperçu qu'entre le discours du clinicien, du psychologue, de l'assistante sociale (l'enquête sociale était un véritable monument), le propre de l'éducateur s'inscrivait dans un registre comportementaliste qui venait soutenir les autres discours. C'était un premier sentiment de valorisation. Le second, c'était cet effort d'imagination que nous faisons pour promouvoir des solutions qui débouchaient rarement vu le manque d'équipement. En fait ce travail auquel on s'attachait n'avait que peu de sens et de valeur et ma croyance aux vertus de l'observation s'est progressivement amenuisée. Je trouvais plus important d'être un témoin humain avec les gosses.

J. B : Ce premier stage de formation auquel vous avez participé à votre arrivée, quelles approches y sont privilégiées ?

J. S : C'est une approche médico-sociale et éducative avec quelques éléments de droit. Une série d'éclairages où l'on accorde de l'importance à l'aspect biologique et pathologique de la délinquance. Il y a une pluralité de lectures qui est stimulante et que je découvre, mais la synthèse n'est pas faite. On retient des bribes avec le danger de plaquer, sur des faits, des canevas qu'on ne maîtrise pas. Nous faisons appel à des discours psychologiques, on transportait ce langage plus ou moins bien assimilé derrière un vocabulaire. Cela participait de plusieurs mécanismes de défense. En particulier, un mécanisme de maîtrise de l'étonnement, comme si on était pris de court, on faisait référence au savoir des autres, un autre mécanisme lié à notre proximité des gosses, on imaginait vaguement que, si on leur trouvait des étiquettes plus ou moins étonnantes, la sanction, l'intervention judiciaire en serait modifiée. La rencontre avec P. Male avait à

quelque chose d'important à partir de la banalisation qu'il proposait et quelquefois, aussi, dans l'utilisation des faits qu'on avait banalisés dans une lecture pathologique particulière. De toute façon nous étions dépossédés et nous étions chargés d'un vocabulaire, d'un pouvoir magique, mais auprès d'instances qui n'étaient pas entre nos mains.

J. B : Dans ce contexte de formation, votre recherche d'une identité professionnelle, mi-éducateur, mi-psychologue, vos interrogations vous amènent-elles à vous préoccuper des expériences étrangères ?

J. S : Je m'y suis intéressé très tôt, j'ai passé 8 jours de mes vacances, en 1948, au centre d'observation de Moll en Belgique. Cette institution, créée en 1912 par Rouvroy, était le modèle de référence. J'en garde un souvenir très vivace et, en particulier, le rôle pédagogique qu'était amené à remplir le concierge du centre. Il avait pour mission d'accueillir les jeunes à l'arrivée et de les mener dans leur première chambrette. Ce personnage frappait par la simplicité avec laquelle il remplissait des fonctions très précises. Il réussissait à ce que les gosses lui confient le maigre bagage qu'ils avaient, vident leurs poches, tout cela se passait avec beaucoup de délicatesse, c'était bien différent de ce que j'avais vu à Savigny. Il mettait un sac à disposition du gosse et lui expliquait que le règlement demandait qu'il dépose ses affaires, puis il laissait le sac au gosse lui disant qu'il repassait dans un moment après quoi ils iraient ensemble les porter à la lingerie. Cet homme avait aussi mille et une manières de fermer la porte, c'était une chambre d'isolement, coquette, mais avec des barreaux. Les chambrettes d'accueil, qui étaient 5 ou 6, avaient chacune une couleur différente, le concierge laissait le soin au gosse de fermer la porte dans un climat de confiance, ou feignant la colère ou l'indignation. Il fermait la porte soit à proximité du gosse, soit en ayant attendu qu'il soit au fond de la chambre. Tout ceci correspondait à la manière dont l'enfant appréhendait son arrivée dans une structure qui était judiciaire. Lorsqu'un incident remettait en cause l'affectation du jeune dans un groupe et que la direction disait « On gomme ce qui vient de se passer, tu vas recommencer », on reconduisait le gosse à la porte de l'établissement où il était à nouveau accueilli par le concierge qui avait cette astuce de dire au gosse « Je t'avais accueilli dans quelle chambrette, la verte ? La jaune ? ». Le gamin répondait, le concierge lui disait « Ça tombe bien il n'y a personne en ce moment, tu veux recommencer dans la même ou dans une autre ? ». Rien que dans cette alternative se maintenait un contact avec ce qui c'était passé avant, soit on reprenait un nouveau départ.

Ces actions-là étaient tellement innovantes par

rapport à la normalisation greffière et anonyme de Savigny que je pensais qu'il fallait conserver un œil sur ce qui se passait à l'étranger, car en France on allait dans ce domaine vers la modélisation, l'étouffement. C'est pour cela qu'à partir de Moll, je me

suis intéressé aux Pays-Bas et, plus particulièrement, aux expériences pédagogiques de Mullock Hower à Zamberghem. Individualiser la relation, reconnaître en chacun des sujets, leur identité, que Pierre n'est pas Paul, c'est cela qui était important.